

Protecting Gender Identity and Gender Expression Rights in Corrections and Detention

WHEREAS the Canadian Bar Association supports equality for all regardless of gender identity and gender expression;

WHEREAS trans (transgender, transsexual, non-binary, transitioned or two-spirit) people are at significantly heightened risk of harassment, assault, sexual assault, suicide and even murder in correctional or detention facilities;

WHEREAS these risks are often increased by corrections, incarceration and detention policies and treatment that apply to trans prisoners, including:

- Institutional placement decisions that do not reflect self-identified gender or preference, even requiring double-bunking with prisoners identifying with a different gender than the prisoner;
- Restrictions on trans prisoners' integration into open custody populations and habitual use of solitary confinement or segregation without access to social regimes;

Protection des droits en matière d'identité et d'expression sexuelles chez les personnes détenues

ATTENDU QUE l'Association du Barreau canadien appuie un traitement égalitaire pour tous et toutes sans égard à l'identité et l'expression sexuelles;

ATTENDU QUE le risque d'être victime de harcèlement, de voies de fait, d'agression sexuelle, de suicide et même de meurtre dans les centres correctionnels et les établissements de détention est beaucoup plus grand pour les personnes trans (c.-à-d., qui sont transgenres, transsexuelles, bi-spirituelles, dont le genre est non binôme ou qui sont en processus de transition d'un sexe à l'autre);

ATTENDU QUE ce risque est souvent exacerbé en raison des politiques de l'établissement et du traitement réservé aux personnes trans qui y sont détenues, incluant :

- les décisions quant au placement dans l'établissement qui ne respectent ni la préférence, ni le genre auquel s'identifie la personne détenue et qui les obligent parfois même à coucher dans la même cellule que des détenus de sexe opposé;
- les restrictions concernant l'intégration en milieu ouvert des détenus et détenues trans et le recours fréquent à l'isolement cellulaire ou à la ségrégation sans accès aux régimes sociaux;

- Searches and urinalysis testing by correctional officers of a different gender;
 - Denial of access to private toilet and shower facilities;
 - Denial of personal items, clothing and prosthetics necessary to express gender identity; and
 - Denial of timely access to medically necessary health care, including hormonal and surgical procedures that reflect current standards of care;
- les fouilles et la prise d'échantillons d'urine par des agents des services correctionnels du sexe opposé;
 - l'interdiction quant à l'accès à des installations sanitaires et à des douches privées;
 - le refus de leur accorder les effets personnels, vêtements et prothèses qu'il leur faut pour exprimer leur identité sexuelle; et
 - le refus de leur fournir en temps opportun des soins de santé nécessaires sur le plan médical, notamment des interventions chirurgicales et hormonales, qui reflètent les normes actuelles en matière de soins;

WHEREAS Ontario and British Columbia have recently adopted comprehensive policies to address the human rights of trans prisoners;

ATTENDU QUE l'Ontario et la Colombie-Britannique ont récemment adopté des politiques exhaustives en vue de protéger les droits de la personne des détenus et détenues trans;

WHEREAS marginalized populations, including trans populations and particularly Aboriginal and racialized trans people, are over-represented in the criminal justice system;

ATTENDU QUE les groupes marginalisés, y compris les communautés de personnes trans, et en particulier les personnes trans qui sont autochtones ou issues de certains groupes raciaux, se retrouvent en nombres proportionnellement beaucoup plus élevés au sein du système de justice pénale;

WHEREAS the military justice system is unique;

ATTENDU QUE le système de justice militaire est unique;

BE IT RESOLVED THAT the Canadian Bar Association urge federal, provincial and territorial governments to:

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE l'Association du Barreau canadien exhorte les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux :

Resolution 16-07-M

Résolution 16-07-M

- Adopt comprehensive, non-discriminatory corrections, incarceration and detention policies to protect the rights and accommodate the needs of trans prisoners;
 - Conduct training for corrections, police and military personnel management and prisoners, to raise awareness of trans issues, facilitate policy implementation, and support integration of trans prisoners into open custody placements;
 - Establish robust oversight and timely accountability mechanisms, track incidents of harassment, discrimination, and violence against trans prisoners, and report annually on compliance;
 - Examine and take steps to address systemic issues contributing to the over-representation of marginalized populations, including trans populations, in the criminal justice system.
 - Investigate issues that may adversely impact marginalized populations, including trans populations, in the military justice system.
- à adopter des politiques exhaustives et non discriminatoires à l'endroit des centres correctionnels, des établissements de détention et des prisons afin de protéger les droits et d'accommoder les besoins des détenus et détenues trans;
 - à offrir des séances de formation au personnel des services correctionnels, aux policiers et au personnel militaire, aux gestionnaires et aux détenus afin de les sensibiliser aux problèmes vécus par les personnes trans, de faciliter la mise en œuvre de la politique et d'appuyer l'intégration des détenus et détenues trans dans des placements en milieu ouvert;
 - à mettre en place des mécanismes de surveillance rigoureux et des mécanismes d'examen à point nommé, à faire le suivi des cas de harcèlement, de discrimination et de violence contre les détenus et détenues trans et à présenter des rapports annuels sur la conformité;
 - à examiner et à prendre des mesures pour régler les problèmes d'ordre systémique qui contribuent au phénomène de la surreprésentation des groupes marginalisés, dont les personnes trans, au sein du système de justice pénale.
 - à enquêter sur les questions qui pourraient avoir des effets indésirables sur les populations marginalisées, y compris les populations trans dans le système de justice militaire.

Certified true copy of a resolution carried by the Council of the Canadian Bar Association at the Mid-Winter Meeting held in Ottawa, ON, February 20-21, 2016.

Copie certifiée d'une résolution adoptée par le Conseil de l'Association du Barreau canadien, lors de l'Assemblée de la mi-hiver, à Ottawa (ON), du 20 au 21 février 2016.

**John D.V. Hoyles
Chief Executive Officer/Chef de la direction**